

DETTE : CE N'EST PAS AUX TRAVAILLEURS DE PAYER !

Malgré les incertitudes qui planent sur l'évolution de la pandémie, le gouvernement prépare déjà les esprits à payer la facture. Selon le ministre des Comptes publics, la crise Covid pourrait coûter 424 milliards à l'État pour 2020, 2021 et 2022. Ce chiffre ne vaut pas grand-chose, car il sera révisé des dizaines de fois d'ici 2022. Si le gouvernement le brandit, c'est uniquement pour nous impressionner et préparer le monde du travail à de nouveaux sacrifices.

Le Covid a fait exploser les déficits publics et la dette de l'État, présentée comme une « bombe à retardement ». Mais si les caisses publiques se sont vidées, les coffres-forts de la grande bourgeoisie, eux, se sont remplis.

Alors que les licenciements et les liquidations d'entreprises se sont multipliés, les milliardaires français se portent bien. Avec Arnault, Bettencourt-Meyers et Pinault en tête, ils cumulent près de 500 milliards, une fortune qui dépasse la fameuse note de la crise agitée par le gouvernement.

La pandémie a été un drame pour l'écrasante majorité de la population. Pour les capitalistes, elle a ouvert de nouveaux eldorados, à commencer par celui des vaccins. Dans une société normalement constituée, un vaccin serait un bien public mondial. Eh bien, dans la société capitaliste, il est le nouveau terrain de jeu des spéculateurs ! Ainsi la start-up Moderna a vu sa valorisation boursière flamber, son PDG devenant milliardaire en quelques semaines. Pfizer, de son côté, laisse entendre qu'une troisième dose serait nécessaire et qu'il pourrait monter le prix de son vaccin à 150 € !

Vaccins, tests, biotechnologies, entreprises du numérique et de la livraison à domicile sont devenus de nouveaux objets de spéculation vers lesquels affluent des centaines de milliards, au point de créer des bulles spéculatives aussi dangereuses que les subprimes en 2008.

Pendant que les hôpitaux du monde entier, dépourvus de moyens, luttent contre l'épidémie, la frénésie spéculative menace toute l'économie d'un nouveau krach !

Alors, si le gouvernement veut rembourser la dette et revenir au plus vite à l'équilibre, comme il le répète, qu'il fasse payer les grandes fortunes qui, en plus d'être des parasites, se conduisent en irresponsables vis-à-vis de toute la société !

Les travailleurs ont déjà payé la crise de bien des façons : en allant travailler à leurs risques et périls, en tombant malades, en perdant leur emploi et une partie de leur salaire. Sans honte, le gouvernement a réduit les allocations chômage pour plus d'un million de personnes. Quand des chômeurs étaient censés vivre avec 900 € par mois, ils devront se débrouiller avec 600 € !

Les travailleurs au chômage partiel ne touchent que 84 % du salaire net et perdent toutes leurs primes. Ce dispositif n'empêche pas les patrons de licencier, mais il leur a surtout permis de faire payer à l'État une bonne partie des salaires. Ils en jouent toujours en alternant des semaines de chômage avec des périodes d'intense activité et de cadences infernales.

Gouvernement et patronat ne cessent de nous dire que nous sommes tous sur le même bateau. Mais quand il y a naufrage, tout se passe comme dans le Titanic : le commandant se préoccupe seulement de sauver les passagers de première classe !

Alors, quand l'heure des comptes sonnera, il faudra faire payer la grande bourgeoisie. Tant que cette minorité pourra accroître sa fortune sur le malheur et l'exploitation des autres, nous irons de crise en crise. L'exproprier et lui enlever son pouvoir de nuire reste la seule perspective positive.

La vraie richesse c'est la santé



Grève à Brico Dépôt Troyes : des profits monstrueux, des salaires honteux

Une quarantaine de salariés, plus de la moitié des employés de Brico Dépôt, ont fait grève vendredi 16 avril et se sont rassemblés devant le magasin de Barberey près de Troyes.

Ils réclament 100 € de plus tous les mois, car après plus de dix ans d'ancienneté au coefficient maximal, ils ont juste 34 centimes de l'heure de plus que le SMIC. Pourtant Brico Dépôt, comme Castorama, appartient à la multinationale anglaise Kingfisher, dont le chiffre d'affaires a augmenté de plus de 7,2 % en 2020. L'enseigne a réalisé un bénéfice net de 680 millions d'euros en 2020-2021, avec une hausse prévue du dividende de deux fois et demie pour les actionnaires !

Le groupe est prospère. S'il y a bien des magasins qui fonctionnent actuellement, ce sont les grandes surfaces spécialisées dans le bricolage car en cette période les gens font des travaux chez eux. D'ailleurs, la direction a fait rester les salariés parfois jusqu'à 19h30 malgré le couvre-feu à 18 heures, pour réinstaller les rayons et gondoles.

C'était le premier mouvement à ce magasin Brico Dépôt. Et si le mot d'ordre était d'un débrayage d'une heure reconductible, les salariés mobilisés sont tous restés la matinée, puis encore à une quinzaine jusqu'à la fermeture à 19 h. Contents de s'être fait voir, d'avoir eu le soutien de militants syndicaux et décidés à remettre ça.

Question de dosage

Le week-end dernier, le centre de vaccination du Cube à Troyes doublait sa capacité de vaccination de 180 à 360 injections à l'heure. Mais faute de doses en nombre suffisant, ce centre à grande capacité n'est ouvert pour l'instant que le week-end. Et le préfet d'avouer qu'avec des doses, le Cube pourrait « vacciner 30 000 personnes par semaine, sachant qu'il y a 310 000 habitants dans l'Aube ».

Eh oui, le calcul est vite fait : la vaccination ayant débuté il y a plus de 15 semaines, toute la population pourrait être vaccinée. Mais il aurait fallu pour cela que l'État soit contraignant vis-à-vis des propriétaires de l'industrie pharmaceutique.



Régionales : des listes Lutte ouvrière pour contester la dictature capitaliste

Les élections régionales devraient se tenir les 20 et 27 juin prochains. Si le bulletin de vote n'a pas le pouvoir de changer le sort des travailleurs, il peut leur permettre d'affirmer leurs intérêts politiques et matériels. C'est pourquoi Lutte ouvrière sera présente dans toutes les régions de France métropolitaine ainsi qu'à la Réunion.

Dans le Grand Est, la liste sera conduite par Louise FÈVE, cheminote. La tête de section pour le département de l'Aube sera Romain VALLÉE, enseignant.

Voter pour les listes Lutte ouvrière sera un moyen d'affirmer que les travailleurs, parce qu'ils assurent le fonctionnement de toute la société, doivent la diriger.

Macron, campagne électorale en marche

Macron confirme que l'augmentation du nombre de policiers et gendarmes se poursuivra d'ici 2022. À un an de l'élection présidentielle, il mise sur le terrain sécuritaire pour racoler les votes réactionnaires.

Cela ne résoudra pas les problèmes d'insécurité dans les quartiers populaires, qui sont le produit du pourrissement de la vie sociale sur fond de misère et de chômage... Un pourrissement que la politique de Macron aggrave.

Union de la gauche et vieilles ficelles

Les représentants des partis de gauche se sont réunis pour parler d'unité à la présidentielle de 2022. Ensemble ou séparément, il s'agit de relancer la machine à illusions électorales sous prétexte de « barrer la route » à Macron ou à Le Pen.

L'intérêt des travailleurs est de se souvenir que Hollande au pouvoir était à genoux devant le patronat. C'est une des raisons qui a fini par le torpiller dans les urnes.

RN : dis-moi où tu loges, je te dirai qui tu es...

Le Rassemblement national a emménagé son nouveau siège dans le 16^e arrondissement de Paris. Ce sera le QG de Marine Le Pen pour la présidentielle de 2022.

En posant ses valises dans ce quartier ultra-bourgeois, le RN se rapproche de ceux qu'il veut servir.

Pour nous contacter :

troyes@lutte-ouvriere.org ou 06 35 14 73 72